



***Pour une évaluation au service des apprentissages
et de la réussite des élèves***

**Avis du Conseil supérieur de l'éducation sur
le projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire,
de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire**

Québec, le 12 août 2010 – Le Conseil supérieur de l'éducation rend public aujourd'hui un avis sur le projet de règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire relativement à l'évaluation des apprentissages. Dans son avis, le Conseil recommande à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de ne pas procéder aux modifications prévues pour le 1^{er} septembre 2010 parce que de tels changements lui apparaissent prématurés et qu'ils vont bien au-delà de l'instauration d'un bulletin unique, de l'amélioration de l'information transmise aux parents et de la simplification des pratiques d'évaluation. Les modifications proposées auraient inévitablement une incidence sur la façon d'enseigner, nécessitant de nouvelles adaptations de la part du personnel scolaire. De plus, ces modifications ne seraient pas cohérentes avec les visées du renouveau pédagogique de rehausser le curriculum et de faire réussir le plus grand nombre d'élèves. Elles fragiliseraient des éléments importants du renouveau tels que l'approche par compétences et l'organisation par cycle d'apprentissage en plus de remettre en question le choix d'une évaluation conçue pour servir les apprentissages et la réussite.

Pour procéder à l'examen des modifications proposées dans le projet de règlement, le Conseil s'est donné le cadre d'analyse suivant : les changements doivent s'inscrire dans l'esprit d'un contrat éducatif qui résulte d'une vision partagée par les acteurs; être cohérents avec les visées pédagogiques du renouveau; prendre appui sur l'expertise du milieu scolaire; respecter les responsabilités confiées au palier local et prendre en compte les exigences de faisabilité.

D'entrée de jeu, le Conseil reconnaît que l'évaluation des apprentissages pose encore de nombreux défis et que des ajustements sont nécessaires. Cependant, pour que l'évaluation demeure au service des apprentissages et de la réussite des élèves, les ajustements apportés devraient être cohérents avec les encadrements en vigueur, notamment le Programme de formation de l'école québécoise. De plus, ils doivent s'appuyer sur l'expertise du personnel enseignant et être rigoureusement et méthodiquement planifiés.

Le Conseil constate que les modifications proposées au Régime pédagogique ne font pas consensus auprès des acteurs concernés. L'ampleur et la nouveauté des modifications proposées, le délai de consultation ainsi que la date d'entrée en vigueur du projet de règlement heurtent de front les acteurs du milieu scolaire qui ne sentent pas que sont considérées les contraintes de planification et d'organisation scolaire qui sont les leurs, d'autant plus que le nouveau cadre d'évaluation n'est pas encore disponible. Par ailleurs, les modifications ne semblent pas tenir compte des pratiques existantes et du temps de réflexion nécessaire à l'analyse et à l'appropriation de ces changements.

Compte tenu de la complexité et de l'interdépendance des changements exigés par l'implantation de nouvelles pratiques d'évaluation des apprentissages, dans le cadre du Programme de formation de l'école québécoise, le Conseil insiste sur le fait que la transformation des pratiques professionnelles nécessite du temps, de l'exercice et un rappel constant des visées du nouveau. Ces changements ont été implantés graduellement depuis plus d'une décennie, de grands pas ont été accomplis et le personnel enseignant ne cesse de parfaire sa maîtrise du nouveau programme et des encadrements afférents. Le Conseil soutient qu'il y a lieu de miser sur l'engagement du personnel enseignant et des acteurs locaux, incluant les parents, et de reconnaître l'expertise acquise pour procéder aux ajustements nécessaires à la poursuite de l'amélioration du système scolaire québécois.

Rappelons que le Conseil supérieur de l'éducation du Québec est constitué de vingt et un membres bénévoles nommés par le gouvernement et qu'il a été institué en tant que lieu de réflexion en vue du développement global de l'éducation à moyen et à long terme. Il a pour fonctions de collaborer avec la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de la conseiller sur toute question relative à l'éducation.

La réflexion du Conseil est le fruit de délibérations entre les membres de ses instances, lesquelles sont alimentées par des études documentaires ainsi que par des consultations menées auprès d'acteurs de l'éducation engagés directement sur le terrain.

L'avis du Conseil peut être consulté sur son site Internet à l'adresse <http://www.cse.gouv.qc.ca>.

– 30 –

Source : Josée Turcotte
Secrétaire générale
Conseil supérieur de l'éducation

Information : Claude Painchaud
Directeur de l'administration et des communications
Tél. : 418 643-3850
Cell. : 418 951-3436